



AVRIL – APRIL 2015

## BUDGET FÉDÉRAL 2015 Le gouvernement Harper poursuit ses attaques contre les travailleurs de l'État

## FEDERAL BUDGET 2015 The Attack on Public Servants Continues

# NAT

**Mardi, le gouvernement Harper a déposé son budget préélectoral 2015, attaquant une fois de plus le droit de négocier des agents négociateurs de la fonction publique en menaçant de sabrer notre programme de congés de maladie.**

*« Le gouvernement fera tous les efforts nécessaires pour parvenir à un accord avec les agents négociateurs dans un délai raisonnable sur les réformes nécessaires dans le système de congés de maladie, y compris l'introduction d'un régime d'invalidité de courte durée formelle pour remplacer le système actuel de jours de maladies encaissables. Dans le cas où un accord ne peut être atteint, le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour mettre en œuvre un nouveau système de congés maladie dans un délai raisonnable. » (sic)*

En d'autres mots, ce que l'employeur affirme, c'est que si nous n'acceptons pas sa proposition, il nous l'imposera. Cette déclaration est contraire à une décision de la Cour suprême, qui soutient que « les employé-es de l'État ont le droit de s'associer pour négocier leurs conditions de travail à l'abri de l'ingérence de l'employeur. »

**The Harper government has now tabled its pre-election 2015 budget. Once again, it is attacking the collective bargaining rights of all Federal Public Service Bargaining agents by making yet another blatant threat about sick leave:**

*"The Government will make every effort to reach agreement with bargaining agents within a reasonable timeframe on necessary reforms to disability and sick leave management, including introduction of a formal short-term disability plan to replace the existing bankable sick day system. In the event that agreement cannot be reached, the Government will take the steps required to implement a modernized disability and sick leave management system within a reasonable timeframe."*

This is tantamount to stating that the employer proposal will be either accepted, or rammed down our throats. This statement runs counter to recent Supreme Court decision which support that, "public servants have the right to associate and negotiate their working conditions free from interference by the employer."

---

## Le gouvernement Harper poursuit ses attaques contre les travailleurs de l'État

Le gouvernement ajoute également qu'il compte apporter plusieurs changements au *Code canadien du travail*, sans donner plus de précisions. Dans le cadre du projet de loi omnibus C-4, la définition de danger dans le *Code canadien du travail* a été modifiée, sans avertissement ni consultations.

Le 21 avril, lors d'une conférence téléphonique d'urgence entre les 18 agents négociateurs du Conseil national mixte, nous avons réitéré à l'unanimité de défendre vigoureusement les dispositions de notre programme de congés de maladie. Un communiqué de presse à cet effet a immédiatement été conjointement envoyé.

À notre avis, le budget n'est rien de plus que de la poudre aux yeux. Par exemple, les réductions budgétaires de 354 millions de dollars imposées par le gouvernement Harper au Service correctionnel Canada sont toujours prévues, et ce, au détriment du personnel et de la sécurité du public.

Le gouvernement Harper poursuit ainsi son attaque frontale contre les 7 400 agents correctionnels fédéraux qui servent loyalement les Canadiens quotidiennement.

Nous vous avons récemment présenté les dix raisons pour lesquelles il est préférable de ne pas voter pour les conservateurs ; ces derniers viennent d'ajouter des arguments à cette liste.

### Votre exécutif national

---

## The Attack on Public Servants Continues

In addition, mention is also made that more changes are coming to the *Canada Labour Code*, without giving specific details. Last year's massive omnibus Budget Bill was used to change the definition of danger in the Code, without warning or consultation.

In an emergency conference call on April 21<sup>st</sup>, all 18 bargaining agent members of the National Joint Council renewed our unanimous agreement to defend vigorously the sick leave provisions of our members. A joint press release was immediately drafted to that effect.

In our view, the latest budget is nothing more than smoke and mirrors. For example, Harper's 354M\$ cuts to Correctional Service of Canada's budget remain in effect, to the detriment of staff and public safety.

The Harper government continues its frontal attack on the 7,400 federal correctional officers that serve them loyally, maintaining public safety for Canadians everyday.

We have already presented ten reasons why not to vote for the Conservatives. The current government just keeps adding arguments to that list.

### Your National Executive